



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

ordre professionnel

Question écrite n° 31178

Texte de la question

M. René Rouquet attire l'attention de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative sur les inquiétudes des infirmiers et des infirmières de l'assistance publique hôpitaux de Paris (AP-HP) qui, comme pour l'ensemble de leurs confrères et consoeurs, vont recevoir les dossiers pour leur inscription au tableau de l'ordre ainsi qu'un appel à cotisation et qui ont fait part de leur indignation, au regard de l'injonction qui leur est faite tant de s'inscrire à un ordre professionnel, qui concerne avant tout le secteur libéral, que d'y régler une cotisation pour légitimer leur droit d'exercice. Ils rappellent à cet égard le choix, qu'ils ont fait, d'exercer leur activité professionnelle en qualité de fonctionnaire du secteur hospitalier. Dans le contexte actuel de pénurie d'infirmiers(ères) dans le secteur public, une telle mesure ne peut que renforcer les problèmes d'effectifs. Les conditions d'exercice des fonctionnaires sont encadrées par des règles professionnelles d'une part, des statuts d'autre part et ils considèrent que l'ordre n'a pas à intervenir dans ces dispositifs. Les infirmiers(ères) fonctionnaires ont donc à coeur de rappeler qu'ils n'ont dans le contexte actuel nul besoin des pressions disciplinaires ou déontologiques supplémentaires que leur ordre entend mettre en place. Enfin, le régime fiscal des fonctionnaires ne leur permet pas, le plus souvent, une déductibilité de la cotisation ordinaire dans leur déclaration de revenus, contrairement aux professions libérales. Dans une période de tension sur le pouvoir d'achat, ces professionnels considèrent ce nouveau mode d'amputation comme inacceptable. En conséquence, il la remercie de bien vouloir lui indiquer la position du Gouvernement sur cette situation et si elle entend prendre des mesures afin que les infirmiers et infirmières, tant salariés que fonctionnaires, soient exonérés de l'obligation d'adhésion et de cotisation, pour exercer.

Texte de la réponse

La loi n° 2006-1668 du 21 décembre 2006 a institué un ordre national des infirmiers groupant obligatoirement tous les infirmiers habilités à exercer leur profession en France, à l'exception de ceux régis par le statut général des militaires. Les infirmiers régis par le statut général des militaires sont en effet exclus du champ de compétence des ordres professionnels car, placés sous les drapeaux pour assurer une mission de défense nationale, ils se trouvent dans une situation particulière. L'article 6 de la loi du 24 mars 2005 relative au statut général des militaires pose en effet le principe selon lequel « l'existence de groupements professionnels militaires à caractère syndical ainsi que l'adhésion des militaires en activité de service à des groupements professionnels sont incompatibles avec les règles de la discipline militaire ». L'infirmier, afin d'exercer sa profession conformément aux obligations législatives prévues par le code de la santé publique, doit, d'une part, s'inscrire au tableau tenu par l'ordre national de cette profession, et, d'autre part, faire enregistrer ses diplômes, titres, certificats ou autorisations auprès de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales du département d'exercice professionnel. Ceci est la caractéristique de toutes les professions de santé disposant d'un ordre professionnel. L'ordre national des infirmiers veille au maintien des principes d'éthique, de moralité, de probité et de compétence indispensables à l'exercice de la profession d'infirmier et à l'observation, par tous ses membres, des devoirs professionnels ainsi que des règles édictées par le code de déontologie de la profession d'infirmier. Par ailleurs, les infirmiers soumis au statut de la fonction publique hospitalière relèvent

toujours de cette autorité hiérarchique, notamment pour les questions de discipline. L'ordre ne se substitue pas à cette autorité hospitalière. Doté de la personnalité civile, l'ordre organise la profession dans le cadre d'une mission de service public que l'État lui a déléguée. Aussi, les missions confiées à l'ordre national des infirmiers et les règles préexistantes pouvant régir la profession n'ont pas vocation à se chevaucher mais à se compléter, afin d'assurer de manière plus cohérente et efficace la promotion et la défense de l'ensemble de la profession infirmière. Par ailleurs, le Conseil national de l'ordre des infirmiers, seul habilité à fixer le montant de la cotisation annuelle, a voté une cotisation à 75 euros. Cette cotisation ordinale des infirmières salariées ne peut faire l'objet, à ce jour, d'une déduction fiscale, le principe n'ayant pas été prévu par la loi de finances. Une disposition introduite dans la loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires permet à l'ordre national des infirmiers, comme c'est déjà le cas pour celui des masseurs-kinésithérapeutes et celui des pédicures podologues, de moduler le montant de la cotisation ordinale. Cette disposition donne également la possibilité pour les trois ordres de procéder à des regroupements de leurs conseils départementaux ou régionaux, lorsque, comme c'est déjà le cas pour les masseurs-kinésithérapeutes, la faiblesse des effectifs ou la situation démographique des professions rend difficile le fonctionnement des instances ordinales locales. Ces deux mesures sont de nature à permettre une baisse du montant de la cotisation, notamment pour les professionnels salariés.

Données clés

Auteur : [M. René Rouquet](#)

Circonscription : Val-de-Marne (9^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 31178

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : Santé, jeunesse, sports et vie associative

Ministère attributaire : Santé et sports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 septembre 2008, page 8131

Réponse publiée le : 24 novembre 2009, page 11200